

Approches pour un développement durable en milieu rural

Le Gouis M.

in

Plaza P. (ed.).

La vulgarisation, composante du développement agricole et rural : actes du séminaire de Grenade

Montpellier : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(4)

1994

pages 133-139

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=94400051>

To cite this article / Pour citer cet article

Le Gouis M. **Approches pour un développement durable en milieu rural**. In : Plaza P. (ed.). *La vulgarisation, composante du développement agricole et rural : actes du séminaire de Grenade*. Montpellier : CIHEAM, 1994. p. 133-139 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(4))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Approches pour un développement durable en milieu rural

Michel Le Gouis
Consultant international

Résumé. Dans une première partie, les principales composantes d'un développement rural sont exposées. Il ne s'agit pas seulement des pratiques agronomiques mais aussi :

- des conditions techniques et écologiques liées à la productivité et l'environnement, particulièrement dans les pays du Nord ;
- des contraintes économiques et sociales, notamment dans les pays du Sud ;
- des réquisits financiers et politiques nécessaires aux partenaires.

La seconde partie traite des voies et moyens permettant d'assurer une réelle durabilité dans les projets de développement rural. Trois approches sont sélectionnées :

- une recherche et des technologies adaptées aux conditions locales ;
- la formation des dirigeants agricoles et ruraux ;
- l'évaluation des résultats comme moyen d'assurer un soutien financier continu.

Mots clés. Développement – Rural – Durabilité – Méditerranée – Irrigation – Formation – Vulgarisation – Cas concrets.

Introduction

Il n'existe pas de moyen simple et universel pour réunir les conditions d'un développement durable en milieu rural. On ne peut que s'en approcher, après avoir précisé ce qu'il convient d'entendre par « développement » et par « durée ».

Le développement rural n'est pas pris ici seulement au sens de croissance économique résultant de la diffusion d'un savoir. Il se définit, de façon plus ambitieuse, par la prise en charge d'une population par elle-même, en vue d'améliorer son avenir sur les plans quantitatif et qualitatif. Encore faut-il qu'un tel « auto-progrès » technique, économique et social soit durable.

La durée n'est pas non plus prise dans l'acception étroite de simple survie, ni de maintien à tout prix d'un minimum : ce que le poète Eluard appelait au temps de la Résistance « le dur désir de durer ». Elle signifie plutôt la poursuite d'un processus de développement progressif pendant le temps nécessaire pour obtenir les résultats qui sont escomptés à long terme.

Quand il s'agit d'agriculture, on pense aux cultures pérennes ou à des systèmes de production qui peuvent se poursuivre pendant des générations, sans épuiser la terre ni dégrader l'environnement. Sont souvent évoqués, à titre d'exemple d'une agriculture « économe » ou relativement « sobre » en milieu méditerranéen, la culture de la vigne ou de l'olivier, voire l'élevage du mouton sans surpâturage.

Mais une agriculture durable, au sens du mot anglais *sustainable*, c'est-à-dire qui peut se perpétuer sans épuiser les ressources naturelles ni polluer l'environnement, ne suffit pas pour assurer un développement durable. Ce dernier demande en outre la mobilisation de nombreux partenaires autour de projets d'ensemble. Il suppose le maintien d'un accord sur les objectifs et les moyens d'une politique pendant une durée suffisante à la réalisation de programmes de développement concertés.

Dans la présente note, deux questions seront abordées successivement : comment expliquer l'intérêt porté

à la notion de *sustainable development*, expression anglaise difficile à traduire exactement ; puis, comment obtenir un développement durable, notamment dans le contexte actuel des pays méditerranéens.

I – Comment se pose le problème de la durée du développement

1. Pourquoi accorder une telle importance à la durée

Depuis quelques dizaines d'années des évolutions rapides, liées au « progrès », telles que la croissance démographique et ses conséquences sur la plan alimentaire, la compétition économique et idéologique, la détérioration de l'environnement, présentent de nouveaux défis. Pour les relever, les méthodes traditionnelles ne suffisent plus. Afin d'obtenir un développement socio-économique continu, il faut maintenant changer les mentalités et les comportements, ce qui implique du temps et de la suite dans les idées.

A titre d'exemple, le passage du développement agricole « administré » à un type de développement endogène, inversant du bas vers le haut le sens du flux décisionnel, requiert la formation de leaders paysans et la modification des attitudes des responsables locaux de l'administration de « tutelle » ; deux transformations également lentes. Il faut former les formateurs, roder de nouvelles méthodes pédagogiques et s'appuyer sur les premiers résultats, pas toujours très convaincants, pour persévérer.

2. Les composantes multiples de la continuité à assurer

D'après ce qui a été dit au cours du Séminaire sur le seul monde méditerranéen, on peut déjà distinguer plusieurs types de « durabilité » du développement rural.

A. Sur le plan technique et biologique

Le progrès agricole a été jusqu'à présent surtout lié aux gains en productivité. Ces derniers comportent à leur tour un risque de décapitalisation des ressources agronomiques. Se pose alors un problème de conservation des capacités de production à haut rendement en période longue, de déséquilibres physiologiques et de dégradation de l'environnement (érosion, stérilisation, pollutions, nuisances...) Ce sont les aspects qui ont été privilégiés lors de la Conférence internationale des économistes ruraux à Tokyo en 1991 et à la Conférence de Rio par la CNUCE en 1992. Depuis lors, une certaine confusion dans les termes tend à réduire le problème de la *sustainability* ou « durabilité » à sa seule composante environnementale. Mais, comme rappelé lors du colloque du CIHEAM à Malte, celle-ci ne suffit pas à fonder la durée.

Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer l'importance des pratiques agricoles durables, en particulier dans certaines circonstances. Ex :

- ❑ Pays à agriculture intensive très développée utilisant parfois des intrants en surabondance (engrais, pesticides, herbicides...), faute d'une maîtrise suffisante de la fumure raisonnée ou de la lutte biologique et des systèmes de culture intégrés. Des études comparées faites par certaines coopératives céréalières françaises ont fait apparaître que les agriculteurs performants ne sont pas les plus pollués.
- ❑ Pays à forte densité de population (ex. des Pays-Bas avec 300 hab./km²), qui rencontrent des difficultés pour évacuer les excédents de fumier et de lisier. Ceci en liaison avec l'agriculture hors sol et l'alimentation animale importée, à proximité des ports et des grandes agglomérations urbaines. Pas plus que dans le cas précédent, il ne s'agit d'un monopole des pays du nord industriel.
- ❑ Pays en développement qui comportent des zones de production très intensives, avec pollution de l'eau, mais aussi des problèmes de désertification et d'érosion dus au déboisement et au surpâturage, ainsi que de salinité croissante des sols cultivés. Sans parler de la résistance de parasites aux produits chimiques anciens ni du coût excessif des nouveaux intrants ou équipements.

B. Sur le plan économique et social

La continuité du développement peut aussi être remise en cause si les progrès en productivité (à surveiller par ailleurs) ne suffisent pas à donner la sécurité alimentaire requise. Auquel cas, le pays obligé d'importer

de quoi se nourrir risque de manquer de devises pour moderniser son appareil de production, ce qui limite la compétitivité des productions agricoles exportables. D'où un cercle vicieux, bien connu des pays à haute densité de population et à faible produit national brut.

Un exemple du difficile équilibre à maintenir entre le court et le long terme est donné par la fertilisation des sols. Il faut parfois concilier le coût des engrais importés, nécessaires pour compléter l'alimentation de base d'une population, avec le coût de la généralisation de pratiques pour une meilleure gestion de l'eau. Reste à prévenir les tensions résultant d'arbitrages trop souvent mal compris par l'opinion publique.

C. Sur le plan politique et financier

Le problème de la durée des programmes de développement en milieu rural est intimement lié à celui du consensus social et politique au sujet des choix à opérer. Les trois parties prenantes dans la recherche d'un accord durable d'ensemble, sont les suivants : les producteurs (agriculteurs et agro-industries), les consommateurs et les pouvoirs publics, en tant que porte-parole des électeurs et des contribuables.

Un programme d'irrigation, par exemple, peut nécessiter un compromis entre le maintien du plus grand nombre d'agriculteurs grâce à l'intensification, les besoins en eau concurrents des villes et des industries, les besoins alimentaires et les risques de pollution, les possibilités d'écoulement des produits, notamment à l'exportation (cas du coton d'Égypte). Sans parler des problèmes de financement et de dette publique. Les intérêts en cause sont si divers, et parfois conflictuels, qu'il s'avère nécessaire de renouveler le consensus initial périodiquement. Encore faut-il, à ce stade, qu'il y ait accord également sur la réalité et la portée des résultats constatés. Pour mener à bien des projets de développement à long terme, il faut obtenir le renouvellement des engagements financiers, généralement prévus par tranches successives. Ceci est particulièrement important en cas de recours à des financeurs extérieurs, sollicités par d'autres pays ou par d'autres secteurs, où la rentabilité des capitaux investis paraît plus élevée et plus « spectaculaire » au plan des médias. Ainsi, les experts de la Banque mondiale ont démontré qu'une politique de développement rural jugée valable par les différents partenaires, permet d'obtenir la continuité des financements correspondants (*financial sustainability*).

3. Un exemple : la maîtrise de l'eau

Au total, il apparaît difficile d'appréhender les composantes de la « durabilité » dans l'abstrait. Mieux vaut choisir un exemple méditerranéen parmi les questions qui vont être étudiées en atelier cet après-midi. La gestion de l'eau illustre bien l'importance du temps nécessaire pour obtenir des résultats durables en matière de développement agricole et rural.

L'eau douce dans le Bassin Méditerranéen est une ressource rare. Son orientation vers des usages agricoles est le type d'option qui ne prend son vrai sens que dans une perspective à long terme. Pour évaluer l'intérêt d'une action dans ce domaine, on doit considérer l'importance des investissements requis (soit concentrés autour d'un barrage, soit dispersés dans le cadre de la petite hydraulique) ; mais aussi le délai minimum pour obtenir la valorisation de l'apport d'eau supplémentaire. Ce qui pose de nombreuses questions : diversification des cultures, règlement des problèmes fonciers (changement de dimensions d'exploitation, affectation des terres irriguées), création de groupements d'usagers, formation des agriculteurs et de leurs conseillers, prospection de nouveaux marchés, existence d'infrastructures commerciales et d'industries de transformation capables d'ouvrir des débouchés également « durables », etc.

II – Comment obtenir la continuité du développement

Parmi les voies à explorer ont été privilégiées celles qui concernent la préparation et le suivi du développement. Dans ces domaines, le rôle des services de vulgarisation peut être déterminant à la longue. Encore faut-il qu'ils sachent communiquer leur dynamisme aux différents partenaires et aident les intéressés à trouver des solutions pratiques aux problèmes posés.

1. Voies à explorer

Le sujet est vaste et ne sont retenues que les approches correspondant aux trois ateliers (technique, for-

mation et évaluation) de ce séminaire.

A. La recherche et la technologie

Une partie des problèmes posés par la conciliation d'intérêts contradictoires peut être résolue par la technique, notamment agronomique. Les risques inhérents à l'intensification de la production au bout de quelques années, ont fait l'objet de recherche fondamentale et appliquée dans la plupart des pays concernés.

A titre d'exemple, on peut citer la gestion économe de l'eau d'appoint, de façon à limiter les pertes par évaporation, ainsi que les risques de lessivage du sol et d'érosion. Comme ont pu le constater les participants au Séminaire organisé par le CIHEAM à Volos en septembre 92, les techniques d'irrigation dites du « goutte à goutte » sont utilisées dans les zones de production cotonnière de Thessalie.

De même, le recours à certains pesticides peut être réduit par une meilleure connaissance des conditions météorologiques, liées aux risques de contamination d'une maladie précise ou au cycle de reproduction de certains insectes. L'abaissement du coût des traitements peut s'obtenir sans diminuer le volume ni la qualité des récoltes, tout en minimisant les inconvénients écologiques. Il apparaît aussitôt que de telles performances nécessitent de longues et minutieuses mises au point, un matériel et des produits de traitement adaptés et surtout une bonne connaissance des processus biologiques. Il faudra donc du temps pour obtenir des résultats significatifs avec une population d'agriculteurs qui, parfois, en est tout juste au stade de la découverte des engrais et des insecticides traditionnels.

Ceci ne veut pas dire que la science ne fournira pas à temps des solutions d'application plus rapide. Mais il faut tenir compte des délais de rodage et d'accès aux technologies nouvelles, ainsi que du décalage imposé par la formation des vulgarisateurs et la diffusion de leur message technique. Le vrai problème est donc de synchroniser les progrès de la technique avec l'aptitude à les valoriser dans la pratique, malgré les préventions de toute nature qui freinent le recours à l'innovation.

B. La formation des acteurs du développement

C'est sans doute sur ce plan qu'il est possible de réaliser les avancées les plus sensibles en termes de « durabilité » du développement. A condition que les actions de formation à mener concernent l'ensemble des acteurs du développement, de façon à éviter les blocages à différents niveaux, susceptibles d'interrompre la continuité.

La formation technique et économique des principaux acteurs, que sont les agriculteurs et les ruraux eux-mêmes, leur permet d'adopter les pratiques ouvrant la voie à un développement consensuel. Bien que moins souvent perçue comme essentielle, il ne faut pas négliger non plus la formation des intervenants extérieurs, du côté des services d'appui technique de l'administration ; sans parler de l'encadrement des agriculteurs au titre des contrats les liant à des firmes privées.

Depuis quelques années et à l'instigation d'organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, se fait jour la notion d'« accompagnement » d'un développement de type endogène, comme alternative aux tentatives, voire aux tentations d'encadrement normatif des producteurs. Certes, des résultats spectaculaires ont été obtenus par l'approche autoritaire de services de vulgarisation orientés vers la prescription de solutions, sans trop se préoccuper de leur adaptation aux conditions locales, ni même d'obtenir l'adhésion préalable des agriculteurs en connaissance de cause. L'expérience a prouvé que les gains en productivité ainsi obtenus en quelques années n'étaient pas toujours durables, malgré le coût élevé, notamment en personnel, de telles approches.

D'où l'idée, qui fait actuellement son chemin, de rechercher une méthode d'intervention plus participative, où le conseiller extérieur se contente d'accompagner une évolution, au lieu de la piloter directement. Ceci demande un effort de formation des cadres traditionnels des secteurs public et privé. Ils apprendront à susciter les initiatives, à encourager les leaders locaux qui se manifestent, à les former à leur tour, à partir de visites commentées d'expériences réussies de développement, etc. Un tel ensemble de techniques et de pédagogies renouvelées a été baptisé en anglais du terme de *better governance*, qui peut être traduit approximativement par l'art de mieux exercer le pouvoir.

Dans nombre de pays en développement, le goulot d'étranglement se situe au niveau des responsables administratifs locaux des pouvoirs publics ou des grandes firmes agro-industrielles, qui ont pris l'habitude du commandement. Ils craignent de perdre leur prestige, rémunération et même emploi, s'ils facilitent l'émergence de jeunes leaders agricoles ou ruraux. Ces derniers ne vont-ils pas peu à peu négliger leurs conseils ou se passer de leurs services ; eux qui détenaient – jusque-là – le savoir et surtout le pouvoir, au moyen de nombreuses prérogatives, délivrances d'autorisations ou octroi de crédits de campagne. Pour ne pas se mettre à dos ces personnages, bien présents sur le terrain, deux mesures sont à prendre :

- ❑ leur donner un complément de formation qui valorise à leurs yeux le nouveau rôle qui leur est imparti ;
- ❑ veiller à ce que leur rémunération et leur promotion tiennent compte des efforts qui leur sont demandés pour assumer leurs nouvelles fonctions. Faute de quoi, des programmes de développement à long terme, ayant obtenu les visas et les crédits nécessaires en haut lieu, risquent d'échouer du fait de la faible motivation des intéressés, tant agriculteurs qu'agents de l'encadrement traditionnel.

C. Evaluation et renouvellement des engagements

La continuité du développement repose sur la confiance accordée aux initiatives locales par l'ensemble des partenaires et par les financeurs extérieurs d'un projet de développement. Même dans un contexte favorable, un hiatus risque de se manifester au moment du renouvellement des engagements financiers, dont l'échéancier ne correspond pas toujours à celui des programmes en cours.

D'où la nécessité de prévoir, dès le démarrage d'un projet, un système de suivi et d'évaluation des résultats progressivement obtenus. Il s'agit de les crédibiliser aux yeux des décideurs. Ainsi, une situation de départ permet seule de mesurer les progrès futurs, à condition qu'elle ait reçu l'aval des organismes auxquels seront présentées les futures évaluations.

Les voies de la crédibilité dans ce domaine ont été explorées mais ne sont pas toujours suivies. Il convient donc d'associer les financeurs d'un programme à toutes les étapes du parcours. L'appel à des experts extérieurs est souvent utile à ce stade, pour éviter que l'auto-évaluation ne se transforme en auto-satisfaction.

L'évaluation est un art difficile car elle doit tenir compte des ajustements nécessaires à opérer en cours de programme, pour tenir compte des circonstances imprévisibles au départ. Elle implique un choix de critères ou d'indicateurs d'efficacité qui permettent une mesure du résultat suffisamment corrélée avec les objectifs poursuivis. Tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Une bonne maîtrise de l'évaluation en termes de développement est probablement le facteur le plus important pour assurer la continuité du processus global.

2. Rôle des services de vulgarisation dans l'obtention de la continuité

La présente note se contente de résumer le rôle spécifique des conseillers et techniciens de la vulgarisation en matière de « durabilité », puis de proposer un outil méthodologique adapté au contexte méditerranéen.

A. Les vulgarisateurs et la réussite des programmes

Finalement, les hommes de terrain que sont les conseillers, techniciens, vulgarisateurs, animateurs et agents divers, assument la tâche essentielle de conjuguer la diffusion du progrès et la prise en charge progressive par leur « clientèle » de son propre avenir. Aux remèdes ou solutions qu'ils préconisent s'ajoute une hygiène de vie économique et sociale, dont l'action préventive permet de minimiser leur concours, concernant le grand nombre de décisions quotidiennes à prendre par les responsables locaux. Mais leur prestige social et leur rémunération individuelle ne doivent pas souffrir, du fait qu'ils se concentrent peu à peu sur les réponses données à des questions faisant appel à leur vraie compétence de catalyseurs du progrès.

Le nombre des vulgarisateurs tend actuellement à diminuer dans la plupart des pays, par suite de restrictions budgétaires. Les services de vulgarisation ont tout intérêt à anticiper une évolution aussi générale,

principalement sur deux plans :

- ❑ en mettant l'accent sur les aspects formation de leur action, de façon à ce que les agriculteurs comprennent le pourquoi et le comment des solutions qu'ils proposent ;
- ❑ en apprenant à valoriser leurs interventions aux yeux de leurs interlocuteurs.

Dans la mesure où des agriculteurs et des ruraux seront partie prenante des choix collectifs à faire à l'occasion des projets de développement, ils seront motivés pour prendre partiellement la relève des organismes publics de vulgarisation et de leur financement. Encore faudra-t-il les aider à franchir cette étape décisive.

B. Valoriser l'acquis en forgeant des outils opérationnels

Un changement de mentalité est souvent nécessaire du côté des vulgarisateurs traditionnels afin d'adopter des méthodes de développement plus participatives. Il leur faut convaincre leur auditoire de prendre davantage de responsabilités dans la gestion de leur propre progrès, notamment en matière de ressources naturelles. Pour leur faciliter la tâche, les centres de formation et de recyclage des agents auront intérêt à disposer d'outils méthodologiques et pédagogiques relativement nouveaux en milieu méditerranéen. La suggestion suivante est présentée à titre d'exemple.

La mise en commun de l'expérience acquise par les uns ou les autres dans le domaine du développement participatif, respectueux de l'environnement et donc susceptible d'obtenir le soutien durable de financeurs extérieurs, constituerait une étape importante vers la continuité du développement. Pour que de tels échanges soient fructueux et motivants, il convient que les expériences soient transposables et que les échanges prennent un aspect opérationnel.

Entre pays ayant des caractéristiques communes de climat, de sol, de productions et de marchés, tels que les pays méditerranéens, on pourrait monter rapidement un réseau d'échange de cas concrets de réussites (et aussi d'échecs...) en matière de développement durable. Ce réseau serait utile tant aux services de vulgarisation agricole et rurale des pays concernés, qu'aux centres de formation des agents spécialisés dans le développement endogène. L'impact du réel, perçu par des visiteurs, les aiderait à imaginer et réaliser chez eux des projets s'inspirant des expériences vécues par d'autres. Des stages sur place seraient également organisés pour les vulgarisateurs et responsables de projets en cours de formation. Quelques initiatives isolées ont déjà été prises en ce sens.

Un tel réseau ne demande pas des moyens importants, mais un minimum d'organisation pour faire face aux problèmes pratiques suivants : recenser les cas présentant un intérêt méthodologique suffisant, suivant des critères convenus ; obtenir la collaboration des régions intéressées pour faciliter l'accès des visiteurs et pour la tenue à jour d'un fichier central de cas valables ; aider à résoudre les problèmes de déplacement, de séjour et de traduction, à prévoir lors d'échanges internationaux ; constituer et gérer un fichier central, animer le réseau, etc.

Un certain nombre d'éléments du réseau existent déjà, mais il manque encore une volonté d'action concertée, avec des objectifs clairs et des moyens – même limités – comprenant une part d'autofinancement dès le début.

En conclusion

il est maintenant avéré, et pas seulement dans les pays du pourtour méditerranéen, que la continuité du développement est à la fois difficile et nécessaire. Elle dépend d'un accord durable sur les objectifs et les moyens prioritaires. Certes, les choix ne se présentent pas partout de la même manière, ni avec la même urgence. Dans certains pays, la priorité doit être donnée à l'autosuffisance alimentaire et à la gestion amé-

liorée des ressources naturelles. Ailleurs, l'intensification actuelle de l'agriculture, fruit d'une course à la compétitivité, pose des problèmes contrastés, tels que la désertification des zones déshéritées ou la saturation des marchés et la pollution de l'environnement dans les régions riches.

C'est donc avec prudence et pragmatisme qu'un séminaire comme celui-ci est amené à explorer les voies et moyens de la longévité des programmes de développement, laquelle implique à son tour un ajustement des techniques et des mentalités. La zone méditerranéenne peut constituer un terrain d'expérimentation en vraie grandeur de méthodes de travail et d'outils pédagogiques nouveaux. Ils seront mis à la disposition des divers systèmes de vulgarisation agricole et rurale, en vue de faciliter le renouvellement des engagements politiques et financiers dans ce domaine.

Du fait des enjeux alimentaires et de l'importance des populations demeurées rurales dans les pays de la Méditerranée, le consensus social recherché entre les multiples partenaires d'un développement équilibré constitue un gage de sa continuité et de sa contribution au maintien d'une certaine qualité de la vie. Un accord durable sur ces bases sera susceptible d'indiquer une voie, pour sauvegarder des valeurs de civilisation auxquelles la société contemporaine se montre de plus en plus attachée.

